



Les pépinières locales peinent à répondre à la demande

« Les 20 000 arbres qui seront plantés proviennent tous de pépinières françaises. » Lorsque le plan Arbres d'Est Ensemble est annoncé, en décembre 2022, la collectivité de Seine-Saint-Denis affiche son intention de ne recourir qu'à la filière française pour végétaliser les neuf villes de son territoire. Las. Un an a passé et les arbres plantés dans les rues de Montreuil depuis la semaine passée proviennent tous d'une pépinière des Pays-Bas. « La commande est tellement importante qu'il est plus simple de faire venir tous les arbres du même endroit », justifie Cyril Billereau, chef de chantier chez Even, l'entreprise d'espaces verts basé à Maurepas (Yvelines), qui a remporté un des marchés du plan arbres d'Est Ensemble. Selon lui, « les pépiniéristes d'Île-de-France ne peuvent plus répondre à la demande ». Montreuil confirme avoir accepté cette proposition de planter des arbres néerlandais parce qu'elle répondait au cahier des charges de la collectivité. « La saison, c'est de décembre à mars. On ne voulait pas perdre une année de plantations, justifie la municipalité. Mais il y aura une montée en puissance de la filière française. À la fin du plan, la majorité des arbres seront issus des pépinières franciliennes. » Côté pépiniéristes, on dresse un tableau plus nuancé. « Il faut sept à huit ans pour faire pousser un arbre, rappelle un professionnel de Seine-et-Marne. Les villes n'ont rien planifié, et elles veulent leurs arbres tout de suite. »

ans. « Les entreprises doivent effectuer 10 à 12 passages par an et donner 100 litres d'eau à chaque fois, détaille Caroline Recorbet, responsable du pôle nature en ville à Est Ensemble. On pose aussi des sondes tensiométriques. Ce suivi nous permet de parer aux difficultés, au stress des premières années. »

Dans la rue de la Nouvelle-France, à Montreuil, juste après sa plantation, le micocoulier de Chine et ses acolytes reçoivent 150 à 200 litres d'eau, ce qui s'appelle « plomber l'arbre », explique Cyril Billereau, le chef du chantier, qui se veut confiant. « En général, au bout d'un an, l'arbre a pris sa place et a commencé à faire ses racines. Et au bout de trois ans, il n'y a plus rien à craindre. »

Spécialiste des questions d'adaptation, l'économiste Vincent Viguié se veut plus prudent, expliquant que « la résistance des arbres au changement climatique » est une question qui n'est pas résolue scientifiquement.

Le patron des pépinières Châtelain, chef d'entreprise basé au Thillay (Val-d'Oise), reconnaît que des pénuries frappent certaines pépinières ou essences. « Mais on a aussi des lignes (de végétaux) qui restent parce que c'est moins connu, moins à la mode, poursuit-il. Certaines collectivités, comme la ville de Clamart (Hauts-de-Seine), ne prennent que ça, elles font le choix de travailler avec les stocks. » Et de conclure : « Vingt mille arbres en un an, c'est non, mais aujourd'hui, on peut répondre à la demande si elle est étalée dans le temps. »

E.M.



Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), ce dimanche. Rue de la Liberté, la municipalité a supprimé des places de stationnement et replanté des arbres.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE | « C'est un levier parmi d'autres, mais il a ses limites »

Vincent Viguié est économiste du climat au Cired.

Propos recueillis par
Elsa Marnette

VINCENT VIGUIÉ est économiste du climat au Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (Cired). Ce spécialiste des questions d'adaptation aux impacts du changement climatique estime que les plans Arbres sont insuffisants.

Ces plans Arbres, avec des milliers de plantations en un temps réduit, peuvent-ils être une vraie solution d'adaptation au changement climatique pour les villes ?

VINCENT VIGUIÉ. L'intérêt de la végétalisation en ville, c'est quelque chose qui est apprécié des habitants. Pour une fois qu'une politique va dans le bon sens et qu'elle suscite l'adhésion, ce serait dommage de s'en priver. Cela apporte beaucoup de bénéfices si c'est bien pensé

Quels peuvent être ces bénéfices ?

Les arbres contribuent à rafraîchir l'air en cas de canicule, par exemple en faisant de l'ombre. En fonction du sol au pied des arbres, cela peut contribuer à limiter le ruissellement. Ils peuvent aussi favoriser la biodiversité locale et permettre des migrations d'espèces à travers les villes. Et des études ont montré que les espaces verts étaient bons pour la santé mentale des habitants.

Mais vous dites aussi qu'il ne faut pas que ces plantations se fassent dans n'importe quelle condition.

Ça n'a pas non plus que des bons côtés : les arbres prennent de la surface au sol, qui est assez rare en ville. Dans certains cas, ils peuvent con-



tribuer à la pollution de l'air en émettant des composés organiques volatils qui réagissent avec l'ozone. Les espaces verts sont bénéfiques si les choix d'espèces sont adaptés, si l'entretien est adapté. Si on veut rafraîchir l'air dans les rues, les toitures végétalisées ne joueront pas de rôle, à l'inverse des arbres ou des parcs.

Et certaines questions ne sont pas résolues scientifiquement...

C'est le cas de la résistance des arbres au changement climatique. Si on plante beaucoup à l'heure actuelle, mais que les arbres meurent dans les prochaines années à cause des sécheresses, des canicules, des invasions de parasites liés au changement climatique, on n'aura pas réussi à bien s'adapter. Pour qu'un arbre rafraîchisse l'air, il faut qu'il ait de l'eau à disposition. Dans le contexte actuel d'augmentation des sécheresses, on ne sait pas toujours si on pourra arroser les arbres en cas de canicule. Dernier point : le rafraîchissement par la végétation est de l'ordre de quelques degrés, ça fonctionne avec un réchauffement climatique modéré. Mais avec un réchauffement climatique de plus grande amplitude, comme celui vers lequel on s'achemine dans les années 2050-2070, le rafraîchissement des arbres ne sera pas suffisant. L'arbre est un levier parmi d'autres, mais il a des limites.

Quels sont les autres outils ?

La première chose, c'est de bien isoler les logements face aux fortes températures, ça passe par des toitures qui réfléchissent la chaleur, par une bonne isolation thermique des logements comme celle qu'on peut avoir face au froid. En France, on est en retard sur les objectifs de rénovation énergétique. D'autres systèmes permettent de rafraîchir les rues, comme étendre des toiles, des velums, entre les bâtiments. On le voit au Portugal ou en Espagne. Mais ça ne marche que si les rues ne sont pas très larges et s'il n'y a pas de trafic automobile dessous car, sinon, la pollution de l'air ne peut pas partir. Dans des rues piétonnes, ça marche bien, mais cela peut parfois coûter cher. Une autre solution, c'est la climatisation, qui est très efficace pour réduire les impacts des canicules sur la santé.

Ce n'est pas contre-productif ?

Mal utilisée, c'est un bon exemple de ce qu'on appelle la mal-adaptation. On a mené une étude dans laquelle on simulait le cas où tout le monde en Île-de-France utilisait la climatisation pendant une canicule similaire à 2003 : résultat, les rejets de chaleur dans les rues faisaient augmenter la température jusqu'à 2 °C. La consommation d'énergie des climatiseurs est de plus, bien sûr, un sujet important de préoccupation. S'appuyer principalement sur la climatisation serait une erreur. Par contre, elle peut être très utile dans certains espaces, comme les Ehpad, certaines parties des hôpitaux. C'est un élément à manier avec modération. Il est tellement difficile de s'adapter au réchauffement climatique qu'il faut utiliser tous les instruments qu'on peut mais sans aggraver le problème. Mettre des arbres, c'est une des solutions.